



Au service des acteurs de la Sécurité sociale

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

UCANSS _N° 24/AC/45

**« ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU DECRET ECO
ENERGIE TERTIAIRE - AUDITS ENERGETIQUES »**

**LOT N°1 : « ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU
DECRET ECO ENERGIE TERTIAIRE - AUDITS ENERGETIQUES EN
METROPOLE » ;**

**LOT N°2 : « ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE DU
DECRET ECO ENERGIE TERTIAIRE - AUDITS ENERGETIQUES
DANS LES DROM ».**

Ce document est confidentiel et est la propriété de l'UCANSS.

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DE L' ACCORD-CADRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 2 - PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 3 - CADRE JURIDIQUE	4
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 - DURÉE	5
ARTICLE 6 - FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE	6
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE CET ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 8 - LES PRIX	9
ARTICLE 9 - FACTURATION	10
ARTICLE 10 – MODALITES DE PAIEMENT AVANCE ET ACOMPTE...ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
ARTICLE 11 - PENALITES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 12 – RECENSEMENT DE DONNEES FACTUREES PAR LES FOURNISSEURS	14
ARTICLE 13 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES.....	15
ARTICLE 14 - MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 16 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 17 – OBLIGATION DE CONSEIL	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 18 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉESERREUR ! SIGNET NON DEFINI.	
ARTICLE 19 – CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 20 – SOUS-TRAITANCE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 21 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE : DISPOSITIF DE VIGILANCE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 22 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 23 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 24 – RESILIATION.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 25 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 26 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	
ARTICLE 27 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	
ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 29 – DROIT ET LANGUE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 30 - DEROGATIONS AU C.C.A.G.- P.I.	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent accord cadre a pour objet l'accompagnement des organismes de la Sécurité sociale dans la mise en œuvre du dispositif Éco Énergie Tertiaire, également appelé « décret tertiaire ».

Il vise à fournir un soutien technique et méthodologique pour répondre aux exigences de réduction des consommations énergétiques.

Ce marché s'inscrit dans le cadre du cahier des charges élaboré par le Groupe d'Experts Décret Tertiaire de l'AFNOR, référencé sous « FD X 30-125 ».

ARTICLE 2 - PARTIES CONTRACTANTES

Le pouvoir adjudicateur est :

L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)

**Immeuble « Le Digital »
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL**

La représentante du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN et en son absence ou empêchement le directeur délégué, Monsieur Jean-Charles Gillet.

L'UCANSS, en tant que centrale d'achat, conclut l'accord-cadre pour le compte de l'ensemble des organismes de la Sécurité sociale cités au CCTP.

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : l'UCANSS, signataire de l'accord-cadre pour le compte des organismes bénéficiaires ;
- d'autre part : le ou les prestataire(s) de services désigné(s) dans le présent C.C.A.P par l'expression « le titulaire » ou « les titulaires » .

Dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord cadre, les parties contractantes seront :

- d'une part : les organismes bénéficiaires qui passeront les bons de commande ;
- d'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent C.C.A.P par l'expression « le titulaire ».

Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, le comptable assignataire est le Directeur comptable et financier de chaque organisme bénéficiaire.

ARTICLE 3 - CADRE JURIDIQUE

3.1. Cadre juridique

L'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique, conclut ce marché en application des dispositions de l'article L 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

Les organismes bénéficiaires de ce marché sont ceux visés à l'article L 224-5 du Code de la Sécurité sociale, et présentés en page 3 et suivantes du C.C.T.P.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article L 224-12 du Code de la Sécurité sociale, l'Ucanss passe aussi cet accord-cadre pour le compte des agences régionales de santé (ARS) visées au CCTP.

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L 2124-2 et R 2124-2-1 du Code de la commande publique.

3.2. Allotissement

Le présent marché est alloti ainsi :

- LOT N°1 : « Accompagnement à la mise en œuvre du Décret éco-énergie tertiaire - audits énergétiques en métropole » ;
- LOT N°2 : « Accompagnement à la mise en œuvre du Décret éco-énergie tertiaire - audits énergétiques dans les DROM ».

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L 2125-1-1° du Code de la commande publique.

Chaque lot est un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande au sens des articles R 2162-2 alinéa 2 et R 2162-13 et R 2162-14 du Code de la commande publique.

Lot 1 - Montant maximum sur 4 ans : 1 000 000 € HT. Montant estimatif : 400 000 € HT (sur la durée globale du marché reconductions comprises).

Lot 2 - Montant maximum sur 4 ans : 280 000 € HT. Montant estimatif : 112 000 € HT (sur la durée globale du marché reconductions comprises).

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, chaque accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Pièces particulières :
 - l'ATTRI1 (acte d'engagement) et son annexe le tableau d'offre de prix propres à chacun des lots ;

- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses deux annexes communes aux 2 lots (déclaration du CA), dont les exemplaires conservés par l'UCANSS font seuls foi ;

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) commun aux deux lots et les quatre annexes afférentes à chaque lot :

- annexe 1 : liste des occupants par site ;
- annexe 2 : organisation des sites ;
- annexe 3 : nombre de sites/nombre de bâtiments ;
- annexe 4 : assujettissement.

dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;

- l'offre technique des titulaires remise pour chacun des lots.

- Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.- P.I) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dérogations au C.C.A.G.-P. I, sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles du présent accord-cadre qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre.

Les dérogations au CCAG-PI sont précisées à l'article 28 du présent CCAP.

ARTICLE 5 - DURÉE

Chaque accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.

A la date anniversaire de chaque accord-cadre, il pourra être reconduit pour trois périodes d'un an par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception chaque titulaire trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Chaque titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de l'accord-cadre jusqu'à son dernier jour de validité et ce, dans les conditions d'exécution prévues dans les pièces du

marché. Les bons de commande émis pendant cette période sont exécutés jusqu'à leur terme qui ne peut excéder de plus de 3 mois à la date de fin de validité de l'accord-cadre

Aucun bon de commande ne pourra être émis après la fin de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 - FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE

Sur chaque marché (accord cadre multi-attributaires à bons de commandes), la consultation consiste :

- dans une première phase, en la sélection de trois titulaires pour l'accord-cadre. Cette première phase est effectuée par l'UCANSS qui, en tant que centrale d'achat, assure la passation et conclut l'accord-cadre ;
- dans une deuxième phase, en l'émission de bons de commande par l'organisme bénéficiaire auprès du Titulaire retenu selon le mode d'attribution des bons de commandes prévu ci-dessous.

Modalités d'attribution des bons de commandes

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins par les organismes bénéficiaires, par dérogation à l'article 3.7.1 du C.C.A.G.- PI.

Le titulaire de 1^{er} rang sera déterminé en fonction de l'ordre de classement des offres au niveau de l'accord cadre. Les titulaires de rangs 2 et 3 se verront attribuer un numéro lors de la notification de l'accord-cadre.

L'attribution des bons de commandes se fera en application de la règle de la « cascade ».

Le premier bon de commande ne pourra être notifié auprès du titulaire de rang 2 que lorsque le titulaire de rang 1 notifiera expressément qu'il ne peut pas répondre à la demande ou s'il est considéré comme défaillant.

Le premier bon de commande ne pourra être notifié auprès du titulaire de rang 3 que lorsque le titulaire de rang 2 notifiera expressément qu'il ne peut pas répondre à la demande ou s'il est considéré comme défaillant.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DE CHAQUE ACCORD-CADRE

7.1 Définition des prestations attendues

Les prestations attendues sont les phases suivantes :

- **Phase 1 : Audit énergétique**

Phase 1A : Performance énergétique du bâtiment et des usages énergétiques des parties communes (CVC + USE bâtementaire).

Phase 1B : Performance énergétique des équipements spécifiques et des modalités d'exploitation des locaux de chaque entité fonctionnelle (CVC + USE).

- **Phase 2 : Identification des scénarii de référence ;**
- **Phase 3 : Constitution d'un dossier technique de modulations des objectifs ;**
- **Phase 4 : Synthèse des études énergétiques & extrapolation patrimoniale des résultats.**

Ces prestations sont détaillées au CCTP.

7.2 Modalités d'exécution des commandes des phases 1 et 2.

Préalablement à l'envoi de tout bon de commande relatif à la réalisation de la phase 1 et 2, l'organisme commanditaire fournira au titulaire de l'accord cadre concerné :

- L'identification des sous-catégories d'activité et surfaces correspondantes, performance énergétique des équipements de process en place, modalités d'exploitation des locaux, etc...
- Les coordonnées complètes (société, nom contact, téléphone, email, adresse exacte) des Entités Fonctionnelles Assujetties (EFA), c'est à dire les établissements locataires et propriétaires définis par leur SIRET et les surfaces utilisées au sein de chaque bâtiment ;
- La qualité d'assujettissement de chaque EFA (propriétaire occupant, propriétaire bailleur, locataire) ;
- L'année de construction des bâtiments (et des extensions le cas échéant) ;
- Un plan coté à jour de chaque étage du bâtiment identifiant les surfaces de chaque sous-catégorie d'activité tertiaire (exemple : bureau fermé, open space, archives, Flex office, restauration collective, hall, etc.) au sein de chaque établissement ;
- La typologie (bureaux, commerce, santé, cuisine, etc.) et la surface chauffée et la surface refroidie par établissements locataires et propriétaires définis par leur SIRET (indication sur plan ou précision par établissement) ;
- Le(s) type(s) d'énergie qui alimente(nt) le chauffage, le refroidissement et l'Eau Chaude Sanitaire ;
- La fourniture des mandats d'autorisation ENEDIS / GRDF ou de tout autre fournisseur d'énergie signés pour chaque établissement (EFA) ;
- Les numéros de Points de Livraison (PDL) ENEDIS, de Points de Comptage et d'Estimation (PCE) GRDF et de compteurs de Réseau de chaleur et de froid ;
- Les consommations énergétiques annuelles en kWh (Gaz - Fioul - électricité - Réseau chaleur/froid – Bois – Autre énergie le cas échéant) au format Excel de chaque établissement ou les factures de consommations d'énergie sur les trois dernières années, ainsi que la consommation énergétique de l'année de référence de chaque établissement (EFA) ;
- Le détail des charges énergétiques en kWh/an des parties communes facturées aux différents établissements (locataires/co-propriétaires) le cas échéant ainsi que les éventuels relevés de sous-compteurs mesurant les consommations énergétiques de chaque établissement (EFA) ;
- La copie du Règlement de copropriété et des baux le cas échéant ou un tableau de répartition des charges ;
- L'évolution de la surface exploitée au sein du bâtiment entre 2010 et 2020 ;
- Les coordonnées du gestionnaire technique, du mainteneur multi technique et du mainteneur GTB (facultatif).

7.3 Contenu des bons de commandes

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande. Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins des organismes commanditaires.

Le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa notification.

Chaque phase commandée fera l'objet d'un bon de commande qui précisera :

- la référence et l'objet de l'accord-cadre ;
- la date de son émission ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'identité du titulaire de l'accord cadre (le numéro SIREN, la forme juridique, l'adresse du siège social, le numéro d'identification ou RCS)
- le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- le montant total HT et TTC de la commande ;
- le montant de la TVA ;
- les conditions de paiement ;
- le délai de réalisation de la prestation ;
- le détail de la phase et le livrable attendu.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant dûment habilité de l'organisme bénéficiaire. Les bons de commande sont émis par lettre simple ou courriel.

Les délais d'exécution sont ceux figurant sur chaque bon de commande.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder trois mois.

Chaque organisme bénéficiaire émettra auprès du titulaire au fur et à mesure de ses besoins, des bons de commande par référence au bordereau des prix unitaires du présent accord-cadre.

Les modalités de transmission des bons de commande restent au choix des organismes contractants, soit :

- via l'outil de commande du prestataire ;
- par mail avec accusé de réception. Le bon de commande sera alors joint en format PDF, XLS, TXT.

Les moyens de transmission des bons de commande peuvent évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre, à la demande des organismes bénéficiaires de l'accord-cadre ou sur proposition du titulaire soumise à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

7.3 Validation des prestations

Les livrables attendus sont définis au CCTP.

- phases 1 et 2 : un audit énergétique ;
- phase 3 : un dossier technique de modulations ;

- phase 4 : une synthèse des études énergétiques & extrapolation patrimoniale des résultats.

Le titulaire remettra à l'organisme commanditaire pour validation les livrables définis pour chacune des prestations dans les délais impartis visés aux bons de commandes des phases concernées.

Par dérogation aux articles 28.2 et 29 du C.C.A.G-P.I., l'organisme commanditaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision quant à leur admission.

Par dérogation, aux articles 27.2 et 27.3 du C.C.A.G-P. I, les délais impartis au titulaire sont de 3 jours ouvrés.

La validation emporte transfert de propriété de l'ensemble des travaux rendus.

ARTICLE 8 - LES PRIX

8.1 Forme des prix

Les prestations objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix indiqués dans le bordereau de prix.

Les prix sont exprimés en euros, hors taxes.

Le taux de T.V.A. en vigueur est celui à la date du fait générateur.

8.2 Contenu des prix

Les prix comprennent :

- la cession des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif pour chaque organisme bénéficiaire ;
- la concession des droits sur les Connaissances Antérieures ;
- l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de sa prestation. Ils incluent notamment les frais de livraison des livrables, des communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et d'une manière plus générale de tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations ;

Les prix sont fermes et définitifs au titre de la première année.

Les prix sont révisables ensuite à la date anniversaire de la notification du marché. Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG PI, les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de remise des offres.

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$$P = P0 (0,2 + 0,8 S/S0)$$

P = Prix révisé

P0 = Prix indiqué dans le Bordereau de Prix.

S0 = indice Syntec du mois M0 correspondant au mois de remise des offres, publié au BOCCRF.

S = indice Syntec du mois au cours duquel la révision des prix sera appliquée. Cet indice est publié par la Fédération professionnelle SYNTEC.

Il appartient au Titulaire de faire parvenir à l'UCANSS, à chaque date anniversaire, les nouveaux prix révisés accompagnés du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à leur établissement.

L'UCANSS vérifiera les éléments transmis et les validera.

La révision de prix ne pourra être appliquée sur chaque facture qu'après la validation par l'UCANSS.

Les prix révisés seront alors fermes pour une nouvelle année, la même procédure étant reconduite jusqu'à la fin du marché. Les prix révisés ne sont applicables qu'aux prestations réalisées après la date de révision (elle ne s'applique pas aux prestations en cours).

Le coefficient de la formule de révision, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués au millième supérieur.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les nouvelles annexes financières qui découleront de cette révision se substitueront aux documents précédents sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Dans le cas où les indices ci-dessus viendraient à cesser, les deux parties se mettraient d'accord pour les poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre. Le changement des indices pourra se faire par courrier.

Article 8.3. Frais de déplacement

En cas de déplacements (seulement hors IDF), les frais de déplacement des intervenants seront pris en charge sur justificatif dans les conditions prévues au protocole d'accord du 23 juillet 2015 relatif aux frais de déplacement des salariés des organismes du Régime général de Sécurité sociale joint en annexe 1.

ARTICLE 9 - FACTURATION

9.1. Modalités de transmission des demandes de paiement

Les factures sont transmises soit via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro, soit par courrier électronique, soit encore par courrier postal.

Pour les organismes bénéficiaires utilisant Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
 - Déposer ses factures sur le portail ;
 - Saisir directement ses factures.
2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.
3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références du marché, de l'ordre de service et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire.

Article 9.2 – Présentation des factures

Une facture sera adressée à l'organisme émetteur du bon de commande. Cette facture comportera outre les mentions légales les éléments suivants :

- Le nom ou la raison sociale, le numéro Siren ou Siret, la forme juridique et le capital social, le numéro RCS et la ville du greffe d'immatriculation, et l'adresse de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- Les BIC et IBAN ;
- Le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande ;
- La nature de la prestation exécutée et le livrable associé ;
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- Les modalités de paiement relatives à la date à laquelle le paiement doit intervenir ou le délai de paiement, les conditions d'escompte en cas de paiement anticipé, les taux de pénalités en cas de non-paiement ou de retard de paiement, la mention de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement ;
- La date de la facture.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENT - AVANCE ET ACOMPTE

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

10.1 Paiement des sous-traitants pour la partie service

Les conditions de paiement des sous-traitants sont celles prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

10.2 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture.

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4 Caractéristiques des paiements

Les paiements auront lieu par virement bancaire ou postal au compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'ATTRI1. L'unité monétaire retenue est l'Euro.

10.5 Paiement par carte d'achat

Le processus de commande par carte d'achat

L'organisme passe sa commande directement auprès du titulaire grâce à son N° de carte.

La prestation lui est livrée dès que le serveur a donné son accord en fonction des droits de l'utilisateur.

Le titulaire émet une facture papier auprès du gestionnaire de factures.

Gestion des flux financiers

Le gestionnaire de factures alimente le gestionnaire de paiement de l'opérateur financier qui fait une avance sur le compte courant du fournisseur à J+4/5 jours.

Il enregistre en même temps une dette de même montant sur le compte de l'acheteur et lui transmet un relevé des dépenses par carte d'achat sur une période déterminée convenue à l'avance.

L'acheteur dispose alors d'un temps déterminé pour rejeter les factures qu'il estime non conformes (et en informer le titulaire). Passé ce délai, les factures sont réputées acceptées et mandatées.

Le directeur comptable et financier de l'organisme a aussi un temps déterminé pour rejeter les factures qu'il estime non conformes. Passé ce délai, les factures sont réputées acceptées.

Ce système d'achat est également très avantageux pour le fournisseur dans la mesure où ses délais de règlement sont courts (4 à 5 jours).

Une commission est négociée par l'opérateur bancaire directement avec le fournisseur retenu.

Pour tout renseignement sur la carte achat : <http://association-apeco.org/apeco/r/default.asp>

10.6 Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

10.7 Acomptes

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le Titulaire fait parvenir à l'organisme bénéficiaire une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le Titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le montant demandé au titre de l'acompte ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

Les demandes d'acompte sont adressées au Service Budget de l'organisme bénéficiaire.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, des pénalités pourront être appliquées par les organismes bénéficiaires, suivant les modalités définies ci-après. Ces pénalités viendront en déduction des sommes dues au titulaire. Elles lui seront systématiquement signalées par courrier.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre. L'exonération prévue à l'article 14.1.3 ne s'applique pas dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libère de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

11.1. Retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., en cas de dépassement des délais d'exécution fixés lors de la réunion de lancement et visés dans les bons de commande soit :

- 8 semaines à compter de la réception du bon de commande pour la transmission du rapport d'audit énergétique ;
- 4 semaines à compter de la réception du bon de commande pour la mission du dossier technique ;
- 4 semaines à compter de la réception du bon de commande pour la mission de synthèse des études énergétiques ;

le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard qui seront calculées suivant la formule suivante :

$$P = V \times R / 100 \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité journalière de retard.

V = le montant (hors T.V.A.) forfaitaire total de la prestation concernée, y compris dans l'hypothèse où le retard ne concernerait qu'une partie de ladite prestation.

R = le nombre de jours calendaires de retard arrêté par l'organisme bénéficiaire.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

11.2 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être demandées par l'UCANSS au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 €. L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

11.3 Pénalités en cas de retard dans la transmission des données facturées par le fournisseur

En cas de retard dans la transmission des données facturées décrites à l'article 12 du présent C.C.A.P., le Titulaire encourt une pénalité dès le lendemain du jour où le délai imparti est expiré. Le délai imparti est précisé dans chaque demande, soit environ 20 jours maximum après l'envoi du fichier à compléter. Cette pénalité forfaitaire s'élève à 100 € par jour calendaire de retard.

ARTICLE 12 - RECENSEMENT DES DONNEES FACTUREES PAR LES FOURNISSEURS

Sur demande de l'UCANSS, le titulaire de l'accord cadre devra envoyer à minima 2 fois par année d'exécution, les données facturées sur le fichier fourni par l'UCANSS présenté en annexe 2 du présent CCAP.

En effet, dans le cadre du suivi du marché, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin)
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre)

Ces demandes sont adressées par mail dès que la période intéressée est échue à savoir :

- ⇒ Vers le **30 juin** pour le 1er semestre
- ⇒ Vers le **5 janvier** pour les données annuelles (Réponse à apporter après arrêté des comptes)

Support : Il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger en suivant un lien qui sera adressé par mail par l'Ucanss.

Pour permettre la bonne exécution du téléchargement de ce fichier, il faut prévoir une adresse mail destinataire non générique.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées et il doit être retourné si aucune anomalie n'est signalée lors du Contrôle et import.

Destinataire des données : Le fichier dument complété doit être retourné vers la boîte mail suivante « achat@ucanss.fr » dans le délai imparti, précisé lors de la demande, soit environ 20 jours maximum après l'envoi du support.

ARTICLE 13 - CESSION ET NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur comptable et financier de l'organisme bénéficiaire ou son représentant habilité.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

14-1 – clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R2194-7 du Code de la Commande Publique, le présent accord cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;

2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

3° modifier considérablement l'objet du marché ;

4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision du pouvoir adjudicateur adressée par mail.

14-2 – Objet des clauses de réexamen

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur la date de terme estimée du marché, le calendrier d'exécution du marché défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés prévus dans chacune des parties techniques.

Terme du marché : en cas de retard dans l'exécution des prestations, la date initiale estimée de terme du marché pourra faire l'objet d'une prolongation sans que cela affecte l'équilibre économique du marché

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix. Seules les dates de notification des bons de commande et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation du marché défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ

15.1. Obligations de confidentialité

Chacune des Parties s'engage à garder strictement confidentielles les informations identifiées comme telles appartenant à l'autre Partie, dont elle a eu connaissance à l'occasion du présent marché et à ne les utiliser que dans le cadre de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique au personnel de chacune des Parties affectées au marché.

Le TITULAIRE s'engage à respecter le caractère confidentiel de ces informations et s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles de l'autre Partie. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par cette Partie pour la protection de ses propres Informations Confidentielles ;
- ne communiquer les Informations Confidentielles de l'autre Partie qu'aux membres de son personnel ayant besoin d'en connaître, et après l'avoir informé du caractère confidentiel de ces informations ;
- ne les utiliser dans un cadre autre que celui de l'exécution du marché, qu'après accord préalable de l'UCANSS ;
- ne pas les communiquer à un tiers, y compris ses éventuels propres sous-traitants, directement ou indirectement, sans l'accord préalable de la Partie émettrice ;
- ne pas les reproduire, les copier, partiellement ou en totalité sous quelque forme que ce soit sans l'accord préalable de la Partie émettrice ;
- en ce qui concerne les Informations confidentielles transmises par l'UCANSS, le titulaire devra lui renvoyer en totalité ou les détruire à la simple demande et au plus tard au terme du présent marché.

Il est expressément convenu entre les Parties que la Partie réceptrice ne saurait en aucun cas se prévaloir sur la base des Informations Confidentielles communiquées par l'UCANSS, d'un quelconque droit de licence ou d'un quelconque droit d'auteur selon la définition du Code de la propriété intellectuelle sauf clause contraire du présent marché.

L'engagement de confidentialité, objet du présent article est valable pendant toute la durée du marché et pendant une période de dix (10) ans à compter de son expiration ou de sa résiliation anticipée.

15.2. - Exception à l'obligation de confidentialité

Les engagements ci-dessus ne s'appliqueront toutefois pas aux informations pour lesquelles le Titulaire pourra prouver par écrit qu'elles :

- étaient accessibles au public au moment de leur communication ou qu'elles le sont devenues par la suite sans qu'il y ait faute ou négligence de sa part,
- étaient déjà en sa possession antérieurement à leur communication,
- lui ont été communiquées de bonne foi par un tiers non soumis à une obligation de confidentialité similaire.

ARTICLE 16 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Pour les besoins de chaque accord-cadre, il est fait application du chapitre 5 « Utilisation des résultats » du CCAG-PI.

16.1. Propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle relatifs au présent marché sont réglementés par l'article 35 du C.C.A.G.-P.I. aux termes duquel :

« Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. [...]

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 ».

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- l'ensemble des livrables attendus au titre du marché,
- l'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

16.2. Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats ; le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures

pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

ARTICLE 17 - OBLIGATION DE CONSEIL

Chaque titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS concernant l'ensemble des prestations de l'accord-cadre.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 18 - SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à assurer la protection et la sécurité des données à caractère personnel recueillies dans le cadre du marché dans le respect des obligations posées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et par le RGPD ainsi que par les législations et recommandations applicables en matière de protection des données et de sécurité des systèmes d'information.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel, la responsabilité du titulaire peut être engagée notamment sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Les données à caractère personnel transmises au titulaire ou collectées par le titulaire lors de l'exécution du marché sont couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et engage la responsabilité pénale du titulaire à ce titre.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des principes liés au RGPD, notamment traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités faisant l'objet du marché et en aucun cas pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers et assurer leur sécurité et leur confidentialité

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune donnée à caractère personnel à un tiers sans l'accord écrit préalable du responsable du traitement, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis ; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

le titulaire s'engage à veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent document contractuel :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Dans l'hypothèse où le développement ou l'administration d'un site ou d'une application serait envisagé, le titulaire s'engage à appliquer la réglementation en vigueur relative à la gestion des cookies et à la protection des données.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner, selon la gravité des faits, une demande de suspension de traitement des données, une demande de mise en conformité sous un délai notifié par le Responsable du traitement et/ou une demande de résiliation de la relation contractuelle par notification écrite. En cas, de non-mise en conformité dans le délai imparti, le Responsable du traitement se réserve le droit de résilier la relation contractuelle par notification écrite au Sous-Traitant.

ARTICLE 19 – CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (UCANSS), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

19.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

19.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 20 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre et des marchés subséquents vis-à-vis de l'ensemble des membres de l'accord-cadre.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1^{er} du IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions

prévues à l'article R. 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le comité de suivi, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme de la Sécurité sociale au titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme de la sécurité sociale au service budget et ordonnancements accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, au comité de suivi.

En cas d'accord, le titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-

traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme bénéficiaire informe le titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 21 - RÉGULARITÉ DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE : DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».

- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si l'UCANS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.

- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

ARTICLE 22 - ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

22.1. Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

L'UCANSS se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre de son activité, le titulaire doit être en mesure de fournir les documents relatifs aux garanties financières (article L 1251-49 du Code du travail) en cas de demande du pouvoir adjudicateur.

22.2. Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

ARTICLE 23 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (UCANSS), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

23.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

23.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique

ARTICLE 24 - RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142-3 à R2142-4, R2143-3 à R2143-4 et R2143-16 Code de la Commande Publique et de l'article L2195-1 à L2195-6 Code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, il est fait application des conditions suivantes de résiliation.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de vingt jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché public est résilié par l'UCANSS, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution des prestations inachevées prévues par le marché public. Dans ce cas, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de la passation d'un marché public de substitution est à la charge du titulaire selon l'article 36.1 du CCAG-PI.

En outre, l'UCANSS pourra résilier le marché public aux torts du titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations définies dans l'offre du titulaire, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée par email précédée d'une mise en demeure.

En cas de cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, le titulaire restitue à l'UCANSS, dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de cessation, l'ensemble des éléments qui lui ont été remis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

La restitution s'effectue par la mise à disposition des éléments notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 25 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

L'UCANSS informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'Ucanss la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 26- MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires des accords-cadres, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui leur sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 27 : CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Soucieuse de limiter l'impact environnemental de ses achats, l'UCANSS souhaite favoriser le caractère écoresponsable des prestations réalisées.

Les prestations devront ainsi prendre en compte les enjeux de conception responsable des services numériques en cherchant à :

- utiliser les transports en commun lors de la visite des sites,
- assurer la dématérialisation des documents (livrables).

En outre, il est attendu que le titulaire mette en place une politique numérique écoresponsable (exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

Le titulaire communiquera, sur demande de l'UCANSS, les éléments de preuve, par tous moyens et à tout moment, permettant de justifier du respect de ses obligations.

ARTICLE 28 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

Par dérogation à l'article 43.5 du CCAGPI, si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, le tribunal judiciaire sera seul compétent. Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution de l'accord-cadre est le Tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège de l'organisme bénéficiaire.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 29 - DROIT ET LANGUE

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toute natures relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français et sous format électronique

ARTICLE 30 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Les dérogations au C.C.A.G.-PI sont les suivantes :

Article du C.C.A.P.	Dérogation au C.C.A.G.-P.I.	Objet de la dérogation
Article 4	Article 4	Ordre des pièces contractuelles
Article 6.3	Article 3.4.3	Changement de chef de projet
Article 7	Articles 28.2 et 29	Opérations de vérifications et d'admission des prestations
Article 8	Article 10.2.4	Révision des prix
Article 12	Article 14	Pénalités pour retard
Article 13	Article 35	Régime des droits de propriété intellectuelle - Droits cédés
Article 14	Article 5	Confidentialité
Article 28	Article 43.5	Tribunal compétent en cas de litige